



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/9796

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

---

**Conseil de sécurité**6223<sup>e</sup> séance – matin**LE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES POLITIQUES, M. HAILE MENKERIOS, DRESSE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ UN BILAN MITIGÉ DE LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT**

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Haile Menkerios, qui intervenait devant les membres du Conseil au cours de la réunion d'information mensuelle du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, a dressé un bilan mitigé des efforts entrepris depuis le 14 octobre dernier.

Tout en saluant les États-Unis pour tenter de rapprocher les parties israélienne et palestinienne, M. Menkerios a estimé que l'annonce du Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, de renoncer à se porter candidat à la prochaine élection présidentielle montrait que le processus politique en cours prônant la solution de deux États était faible. Il est essentiel qu'à ce stade, la communauté internationale affiche une position claire et unie », a-t-il souligné.

M. Menkerios a d'abord souligné qu'en l'absence d'engagements mutuels des parties israélienne et palestinienne de mettre pleinement en œuvre les obligations en vertu de la Feuille de route et de remplir les conditions pour les négociations, « une impasse s'est progressivement établie et il faudrait la surmonter ».

Soulignant que la proposition du Gouvernement israélien de freiner au lieu de geler les activités de peuplement était devenue un des principaux obstacles à une reprise des négociations, M. Menkerios est revenu sur les derniers incidents en date survenus à Jérusalem-Est.

Il a notamment évoqué la décision des autorités israéliennes prise le 17 novembre dernier d'approuver la construction de 900 nouveaux logements pour étendre considérablement la colonie de Gilo, qui est implantée dans la banlieue sud de la Ville sainte. M. Menkerios a rappelé que le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, ainsi que les membres du Quatuor continuaient d'estimer que de telles mesures, impliquant l'éviction de familles palestiniennes et causant de graves tensions, sapient les efforts de paix et jetaient le doute sur la viabilité d'une solution à deux États.

Il a en outre attiré l'attention sur le fait que la persistance des divisions entre Palestiniens, en dépit de la médiation de l'Égypte pour permettre la tenue d'élections présidentielle et législatives en 2010, constituait un autre obstacle à la paix dans la région. « L'incertitude politique côté palestinien, a-t-il fait remarquer, n'a pas empêché l'Autorité palestinienne d'honorer les engagements pris en vertu de la Feuille de route, d'intensifier la coopération économique et en matière de sécurité et de poursuivre le développement d'institutions étatiques ». M. Menkerios a estimé que le lancement, le 10 novembre, des services commerciaux de la compagnie de télécommunications « Wataniya » en Cisjordanie et la réouverture du point de passage de Jalameh, situé près de Djénine, allaient avoir un impact positif sur l'activité économique palestinienne et sur l'amélioration de la circulation entre la zone et Israël.

Concernant la situation financière de l'Autorité palestinienne, le Sous-Secrétaire général a annoncé que sans une aide internationale supplémentaire, l'Autorité palestinienne subirait une pression fiscale qui risque de compromettre son fonctionnement.

Pour ce qui est de la situation dans la bande de Gaza, M. Menkerios a déclaré que plus de 10 mois après la fin de l'opération « plomb durci », les principaux éléments de la résolution 1860 du Conseil de sécurité n'étaient toujours pas appliqués.

« Nous restons préoccupés par les conséquences à long terme du bouclage de Gaza, en particulier à cause de la détérioration des infrastructures publiques, de l'environnement et des habitations », a-t-il indiqué. Il a annoncé que pour répondre aux besoins urgents de la population, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) mettait la touche finale à un plan d'intervention pour l'hiver axé sur la fourniture de carburant et de matériels destinés à protéger des effets du froid les habitations, les écoles et les hôpitaux.

M. Menkerios a par ailleurs indiqué que la coopération du Gouvernement israélien était insuffisante en matière de rétablissement des services d'eau et d'assainissement dans la bande de Gaza.

« Les efforts pour libérer le caporal israélien, Gilad Shalit, et plus de 9 000 prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes se poursuivent », a-t-il ajouté. Il a conclu la partie de son exposé sur la situation à Gaza, en rappelant que l'Assemblée générale avait adopté, le 5 novembre dernier, une résolution intitulée « Suite donnée au rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza ». Conformément à cette résolution, le Secrétaire général avait ensuite transmis ledit rapport au Conseil de sécurité.

Passant ensuite à la situation au Liban, M. Menkerios a déclaré que le Secrétaire général avait salué la formation du soixante-dixième Gouvernement du Liban, le 9 novembre dernier, et a souhaité que les dirigeants politiques libanais continueront de travailler dans un esprit d'unité, de dialogue et de coopération. « Les Nations Unies sont impatientes de travailler aux côtés du nouveau Gouvernement libanais dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris la résolution 1701, en vue de consolider la souveraineté du Liban et d'accroître la capacité institutionnelle de l'État libanais », a-t-il assuré avant de conclure.

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel